

PLAINTÉ DE L'INTERSYNDICALE : SOUTENONS LE SERVICE PUBLIC DÉPARTEMENTAL !

Nous apprenons ce jour, par voie de presse, **le dépôt d'une plainte inédite par l'intersyndicale** (CGT CD 94, UGICT-CGT, FSU SNUTER 94 et CFDT Interco du Val-de-Marne), **au nom des 7 500 agents de la collectivité, contre l'exécutif départemental.**

Cette plainte nous alerte au plus haut point. **Elle dénonce des faits graves de « harcèlement moral institutionnel » et « obstacle à la transmission de signalements », visant Olivier Capitanio, son vice-président chargé des ressources humaines, Julien Weil, ainsi que des directeurs généraux et directrices générales de services du Département.**

La plainte recense 474 équivalents temps plein en moins entre le 1er janvier 2024 et le 1er janvier 2026, et énumère les non-remplacements de départs en retraite, les suppressions de postes et les postes vacants.

Depuis de nombreuses années, notre groupe dénonce cette situation, qui participe à l'affaiblissement de l'action départementale et du service public rendu aux Val-de-Marnais-es, dans un contexte d'austérité budgétaire et de crise financière des Départements. Pour rappel, **2,2 milliards d'euros ont été retranchés aux collectivités dans le budget de l'Etat 2026, avec le consentement de la droite parlementaire.**

Cette situation s'inscrit plus largement dans un **ensemble de coupes, suppressions et renoncements qui touchent des politiques publiques val-de-marnaises emblématiques, des choix politiques décidés par l'exécutif départemental actuel** : fermetures de crèches, suppression de la carte améthyste, suppression du remboursement de la carte imagine'R pour 80% des bénéficiaires, baisses importantes de subventions dans la culture, le sport ou encore la jeunesse, baisses des dépenses liées à l'APA et dans l'action sociale en faveur des personnes en situation de handicap...

Nous renouvelons tout notre soutien à l'ensemble des agent-es départementaux-ales face à cette situation. Le service public départemental, les conditions de travail des agents qui le font vivre et leur santé mentale ne peuvent être mis en difficulté au profit d'une politique comptable. ●